



AGENCIA NUEVA NICARAGUA



BULLETIN HEBDOMADAIRE NO. 118 / 20 JUILLET 88

LE PLAN MELTON PAS A PAS

Les incidents de Nandaime se sont produits dans le cadre du plan de déstabilisation de la CIA appelé plan Melton. Ce plan avait été révélé le 23 mai par un quotidien mexicain et s'est déroulé exactement comme le journal l'annonçait.

L'ITINERAIRE SUBVERSIF DE MELTON AND CIA

Le plan Melton s'est concrétisé à travers de multiples contacts entre une équipe de fonctionnaires de l'ambassade des Etats-Unis dirigée par Melton lui-même et les responsables de l'opposition. Nous vous proposons quelques détails de ces rencontres, révélés par le ministère de l'intérieur.

CHRONOLOGIE DE LA DOULEUR ET DE LA DIGNITE

La grande presse internationale n'a retenu des derniers événements au Nicaragua que l'expulsion de l'ambassadeur étatsunien et la fermeture de certains médias de droite. Une chronologie rapide éclaire d'un autre jour les décisions du Nicaragua.

LE "PLAN DE PAIX DE JUIGALPA" ANNONCE A L'OCCASION DU 9ème ANNIVERSAIRE DE LA REVOLUTION

Le président Ortega, qui a pris la parole le 19 juillet lors de la célébration de l'anniversaire de la Révolution, a proposé le "plan de paix de Juigalpa", du nom de la ville où a eu lieu la commémoration. Le gouvernement nicaraguayen continue à parier sur les forces de la vie.

UN IMPORTANT COMPLEXE SUCRIER DECLARE D'UTILITE PUBLIQUE

Le gouvernement nicaraguayen a déclaré d'utilité publique le complexe sucrier San Antonio, le deuxième du pays. Cette mesure ouvre la voie du rachat de l'entreprise par l'Etat, ce qui va permettre de redresser la situation du complexe dont la production n'a cessé de chuter ces dernières années.

LA GUERRE, PRINCIPAL OBSTACLE A LA CONCRETISATION DE LA LOI D'AUTONOMIE DE LA COTE ATLANTIQUE

Les groupes irréguliers et des éléments de l'armée honduriennes, qui ont derrière eux la CIA, ne cessent de poser des obstacles à l'application de la loi d'autonomie de la Côte atlantique votée en septembre 1987. Néanmoins, il existe des raisons d'espérer.

LA TOURNEE DE SHULTZ EN AMERIQUE CENTRALE S'ACHEVE SANS SUCCES APPARENT

Le secrétaire d'Etat étatsunien George Shultz a effectué une tournée "éclair" en Amérique centrale, où il a distribué de "l'aide" économique à ses alliés et s'est réuni avec la Contra toujours en quête de dollars pour continuer la guerre.

EN BREF :

- Le gouvernement sanctionne les violations à la loi sur les moyens de communication
- La caravane pour la paix en route pour le Nicaragua
- La loi sur les municipalités
- Purges au sein de la Contra
- La tournée de G. Shultz en Amérique centrale s'achève sans succès apparent

Le prochain bulletin sera publié le 10 d'août. Bonnes vacances !

60 P 11481

LE PLAN MELTON PAS A PAS

par Roberto Garcia Boza.

Managua, (ANN). Le 23 mai dernier, le quotidien mexicain "El Día" révélait que la CIA, par le biais de la fondation nationale pour la démocratie (National Endowment for Democracy), avait conçu un plan dont le but principal était de "provoquer la désobéissance civile des secteurs d'opposition contre le gouvernement sandiniste et de créer des conditions qui obligent les autorités nicaraguayennes à les réprimer, situation à partir de laquelle, grâce aux "victimes" de cette répression, on obtiendra le renforcement du mouvement de désobéissance nécessaire pour enflammer le Nicaragua" (voir bulletin no. 113).

Devant tous les événements des deux derniers mois et surtout devant les incidents qui se sont produits le dimanche 10 juillet à Nandaime, on ne peut douter que le projet dénoncé par le quotidien mexicain a été mis en oeuvre sous le nom de "plan Melton".

Richard Melton, qui occupait depuis le 13 avril le poste d'ambassadeur des Etats-Unis à Managua et qui a donné son nom au plan de déstabilisation de la CIA, était déjà venu au Nicaragua en 1963 pour aider Somoza contre le FSLN. On le retrouve en 1965 dans la République dominicaine juste avant l'invasion étatsunienne. Il était en poste à Lisbonne au moment où le Département d'Etat a commencé à manoeuvrer contre la "Révolution des oeilletts".

Richard Melton a été très proche du sous-secrétaire d'Etat aux affaires latino-américaines, Elliot Abrams. Comme lui, il a été impliqué dans le scandale de l'Iran-Contragate. Il était le contact entre Elliot Abrams et John Singlaub, général connu pour ses idées d'extrême-droite et président de la ligue mondiale anticommuniste (voir bulletin no. 109). Il ne fait aucun doute qu'il a été chargé de coordonner les opérations pour l'application du plan.

Le quotidien de Mexique signalait que c'était la Coopération démocratique nicaraguayenne (CDN, appelée aussi Coopération Sacasa), organisation de droite regroupant des partis et des syndicats) ainsi que le Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP) qui avait été choisie pour fomenter les provocations, en vertu de quoi elle avait reçu une première enveloppe de 20'000 dollars, fait qu'elle vient de reconnaître.

LES INCIDENTS DE NANDAIME

La CDN a réalisé une manifestation le dimanche 10 juillet à Nandaime, à environ 60 km au sud de Managua. Les observateurs évaluent à trois mille le nombre des participants, dont certains ont reconnu avoir touché 500 cordobas en échange de leur présence. Les jours précédents, les habitants de Nandaime avaient organisé des marches de protestation contre la manifestation de la droite. Le dimanche, toutes les mesures avaient été prises pour éviter des incidents prévisibles. La police se tenait à distance afin de contenir d'éventuels contre-manifestants.

La responsable du Parti conservateur, Miriam Arguello, a prononcé un discours très violent, s'en prenant au ministère de l'intérieur. Au milieu de ses propos injurieux, elle s'est écriée, désignant les policiers: "Ils sont là, ces chiens!". Ces mots ont été le signal de l'offensive. Les manifestants ont sorti des armes blanches, des bâtons, des pierres et ont chargé. Les policiers se sont défendus en employant pour la première fois en neuf ans de révolution des gaz lacrymogènes. Les incidents ont fait des dizaines de blessés, parmi eux deux journalistes (dont un photographe de l'ANN) et 10 policiers. Quarante deux personnes ont été arrêtées, en premier lieu les responsables de la CDN.

"LA PRENSA", UN BON INSTRUMENT

Selon "El Día", le quotidien "La Prensa" avait reçu la mission de jouer le rôle de caisse de résonance de toutes les activités, d'être l'instigatrice du désordre et de la violence, rôle qu'elle a joué à la perfection dans la semaine qui a précédé la manifestation de Nandaime. En effet, le 7 juillet, on peut lire à la une: "Des sous-marins soviétiques dans le port de Corinto". Ce titre est précédé d'un chapeau en tout petits caractères: "Le Pentagone donne l'information et les Etats-Unis préparent un plan d'urgence".

Mais l'article ne fait que parler de "préoccupations" à propos de "la possibilité d'utiliser le port de Corinto pour accueillir des sous-marins", alors que ce port connaît de sérieux problèmes pour le passage dans son chenal de navires même de faible tonnage. En effet, le Nicaragua ne possédant pas de dragueur, le port est ensablé. Les Etats-Unis le savent bien puisqu'ils avaient miné le chenal en 1984.

Le vendredi 8 juillet, autre gros titre: "La marche contre la faim est interdite". Le quotidien de droite présente une entrevue avec des dirigeants syndicaux dont les noms ne sont pas cités, d'où il ressort que le FSLN "peut retarder la marche contre la faim, mais il ne peut empêcher la lutte du peuple pour se débarrasser d'un gouvernement qui ne peut gouverner". La marche était prévue le 17 juillet de façon à la faire coïncider avec le "jour de la joie", anniversaire du départ de Somoza qui se célèbre tous les ans par de nombreuses activités. La réalisation de la manife-

station posait de ce fait de nombreux problèmes, car on pouvait s'attendre à des provocations comme le prévoit le plan Melton. "La Prensa" signale cet aspect en écrivant que la marche est interdite "parce que le même jour le Front sandiniste a prévu de lâcher sa meute et l'attaque contre le peuple civique serait imminente et inévitable" (sic).

Samedi 9 juillet: A la une, "Nandaime aura lieu". Une photo, qui couvre presque la moitié de la page et représente un homme au visage ensanglanté et un autre allongé en pleine rue après un accident de voiture, précède un appel manipulateur à la violence.

L'article affirme que le meeting de Nandaime se justifie par "l'exigence d'un nouveau gouvernement de salut national qui nous sauvera du profond chaos économique et social dans lequel se trouvent tous les Nicaraguayens". L'éditorial est encore plus explicite: "Si l'on respire la volonté insurrectionnelle de notre peuple, ce n'est pas parce que les gens sont payés par les dollars de Washington ou de Londres..." De même, il signale que le projet de loi électorale présenté par le gouvernement à l'Assemblée nationale "n'invite pas à prendre le chemin des élections mais au contraire appelle à la guerre".

LE ROLE DE LA CONFERENCE EPISCOPALE

Le quotidien "El Día" précisait que le plan de déstabilisation incité des dignitaires de l'Eglise catholique à qui l'on a proposé, par le biais d'hommes politiques proches de la hiérarchie, de publier des lettres pastorales et des documents de dénonciation du gouvernement nicaraguayen, dont le contenu prévu était le suivant: "La situation à laquelle le sandinisme a mené le pays favorise l'alcoolisme, la délinquance, la dissolution de la famille et une situation économique si désespérante que, dans son ensemble, elle produit une réalité identique à celle du somozisme".

Or, la Conférence épiscopale a publié le 28 juin une lettre pastorale qui correspond exactement aux dénonciations du quotidien mexicain: "Nous considérons comme très grave la désintégration actuelle de la famille au Nicaragua... Tout cela provoque la frustration de beaucoup de gens et les conduit à l'alcoolisme, à la délinquance, au déchaînement sexuel, à la violence et à l'amoralité". On peut lire un peu plus loin: "La situation économique est préoccupante, car elle s'est détériorée de façon dramatique pour la majorité des Nicaraguayens (...) Dans ce sens, la déficience administrative et un budget militaire très élevé sont regrettables". Aucune allusion aux 6000 civils séquestrés par la Contra, qui avait promis devant le cardinal Obando d'en libérer une infime partie mais qui n'a pas tenu sa promesse. Rien non plus sur les assassinats perpétrés par les paladins de Reagan, ni sur l'approbation de fonds pour la guerre contre le Nicaragua, ni sur l'obstination de l'Administration Reagan à semer la terreur.

Par ailleurs, les observateurs politiques s'interrogent sur une entrevue accordée par le cardinal Obando à une agence de presse allemande dans laquelle le prélat signale que la manifestation de la CDN "pourrait provoquer des actes de violence. La situation de faim que vit le Nicaragua est un élément qui peut contribuer à créer des troubles éventuels". On s'interroge également sur sa participation à une rencontre qui aura lieu à Caracas (Venezuela) du 28 au 30 juillet et qui rassemblera des membres de l'opposition de droite dans le but "d'élaborer une alternative politique" et "devra prendre en compte la lettre pastorale de l'Eglise catholique".

LES VISITES DE CONGRESSISTES ETATSUNIENS

Le plan de la CIA prévoyait également de "promouvoir des visites continues de congressistes étatsuniens pour qu'ils participent aux marches et aux manifestations et jouent le rôle de "témoins" de la "brutale répression" des autorités sandinistes". Justement deux jours avant le meeting de Nandaime, quatre membres de la Chambre des représentants, démocrates et républicains ayant en commun d'avoir approuvé l'aide à la Contra, sont arrivés à Managua. Leur visite, selon la républicaine Barbara Vucanovitch, n'avait pas pour but de "considérer l'affaire des contras, mais seulement de constater la situation des droits de l'homme dans les prisons. De plus, nous sommes préoccupés par le respect des accords du Guatemala". En d'autres termes, ils étaient à la recherche d'un prétexte pour continuer l'aide militaire à la Contra.

Quant à la manifestation de Nandaime, il semble que les congressistes y aient réfléchi à deux fois. Ils n'y ont pas assisté, quoique certains de leurs assistants s'y trouvaient aux côtés des membres de l'ambassade étatsunienne Hugh Simon et Robert Bruce Murray, lesquels apparaissent sur les photos de presse et dans le reportage de la télévision en train de haranguer les manifestants et de faire des gestes menaçants. L'un des congressistes, Beverly Byron (démocrate) avait déjà assisté à des réunions politiques de l'opposition lors d'une précédente visite en janvier dernier.

EPILOGUE

Compte tenu que certains photographes comme celui de Associated Press n'ont mis en marche leurs appareils qu'au moment où la police repoussait les manifestants, on peut supposer que les événements de Nandaime vont provoquer un tapage international à propos de "la violence sandiniste" et de la violation des accords d'Esquipulas.

Pourtant, les images de la télévision montrent très clairement d'où est partie l'offensive. On peut s'attendre également à ce qu'un manteau de silence recouvre les victimes des embuscades du 9 et 10 juillet. Le monde ne saura rien de ces civils, des jeunes, des femmes, des enfants tués sur une route.

Le quotidien mexicain avait raison: le plan de la CIA avait pour but de faire échouer les accords de Sapoá, d'obtenir que le Congrès vote une nouvelle aide à la Contra, en un mot de barrer la route à la paix.

L'ITINERAIRE SUBVERSIF DE MELTON AND CIA

Managua, (ANN). Le ministère de l'intérieur a suivi pas à pas les actions clandestines ou publiques de l'équipe de fonctionnaires de l'ambassade des Etats-Unis dirigée par Richard Melton et chargée de mettre en oeuvre le plan de déstabilisation. Nous vous proposons une partie des activités de cinq d'entre eux.

RICHARD MELTON (AMBASSADEUR).

12/04/88: Il prend ses fonctions à Managua.

27/04/88: Il a une réunion avec Virgilio Godoy, responsable du parti libéral indépendant. Il lui demande de travailler à l'unité de l'opposition pour s'affronter au gouvernement.

9/06/88: Il se réunit avec Fernando Zelaya, un dirigeant d'une fraction du Parti conservateur (PCN). Il lui suggère d'organiser une grève des bras croisés, en agissant auprès des médecins, des infirmières et des enseignants, de les mener à des arrêts de travail, première étape vers une grève générale, et de les conduire à la désobéissance civile.

3/07/88: Il participe avec John Hope, à Esteli, à l'assemblée de l'Association des éleveurs appartenant au Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP). C'est au cours de cette réunion que le COSEP, dont un des dirigeants, Gilberto Cuadra, vient de rencontrer George Shultz, appelle à la formation d'un gouvernement de salut national.

DAVID NOLAN (SECOND SECRETAIRE DE L'AMBASSADE).

Septembre 87: Il rencontre Carlos Huembes, secrétaire de la Centrale des travailleurs nicaraguayens (CTN) et président de la Coordination démocratique nicaraguayenne (CDN) auquel il demande une liste de tous les syndicats appartenant à la CTN. C. Huembes lui fournit des informations sur le nombre et l'identité des membres et des responsables départementaux.

13/10/87: Il rencontre Antonio Jarquín, dirigeant de la Centrale des travailleurs du Nicaragua (CTN, un des syndicats de droite) et lui recommande l'unification des syndicats d'opposition pour affronter ensemble le gouvernement. Il lui demande de lutter sur le thème d'une nouvelle législation du travail, de l'élimination du système national d'organisation du travail et des salaires (SNOTS).

C'est le 31 de ce même mois que les centrales d'opposition réalisent leur première manifestation conjointe. Le 6 décembre, elles organisent une rencontre syndicale au cours de laquelle elles annoncent la création du Congrès permanent des travailleurs).

Pendant ce même mois, nouvelle rencontre avec C. Huembes. Ils décident ensemble du nombre de militants qui vont participer à une activité avec Jeanne Kirkpatrick à l'ambassade des Etats-Unis.

29/12/87: Il se réunit de nouveau avec A. Jarquín. Il répète et précise les orientations sur la stratégie à adopter avec les ouvriers de la CTN.

Juin 88: Il rencontre Gilberto Cuadra, vice-président du COSEP, et lui demande de garantir la participation de son président, Enrique Bolaños, le 15 juillet au Costa Rica, à une réunion avec Max Copperman, envoyé du département d'Etat, qui a rencontré aussi les chefs de la Contra.

JOHN CREAMER (TROISIEME SECRETAIRE ET VICE-CONSUL).

3/8/87: Il rencontre Enrique Sotelo, député du Parti conservateur démocrate, pour régler les détails de la création du "mouvement du 22 janvier" (M.22), organisation des mères de contras et de somozistes en prisonnés.

22/10/87: Nouvelle réunion avec Sotelo. Il lui demande de garantir la continuité des activités du M.22 dans l'église du Calvaire et de la Commission permanente des droits de l'homme (CPDH, organisation financée par les Etats-Unis, que l'ONU n'a pas reconnue). Il recommande de monter des provocations par le biais du M.22 et pose, comme condition de l'aide en dollars, la réussite de cette tâche.

5/10/88: Il rencontre A. Jarquín pour connaître les résultats de l'occupation de l'église du Calvaire. A. Jarquín l'informe que ses orientations sont suivies et qu'il a obtenu l'appui du curé de la paroisse, Osvaldo Mondragón.

8/10/88: Dans une rencontre avec Sotelo, il demande que le M.22 continue ses actions. Le même jour, il informe la direction du M.22 qu'il a obtenu de O. Mondragon l'autorisation d'utiliser son église.

27/01/88: Il demande à C. Huembes de réaliser des meetings dans tout le pays.

13/05/88: Il se réunit avec Sotelo et Lino Hernandez, dirigeant de la CPDH, pour planifier les actions provocatrices du M.22.

15/05/88: Il va dans la région 1 et visite les sièges départementaux du Parti libéral constitutionnel et du COSEP. Il rencontre Jaime Meza, collaborateur de la Contra.

rencontre Jaime Meza, collaborateur de la Contra.

31/05/88: Seconde réunion avec Andres Zuñiga, responsable du Parti authentique libéral indépendant. Il l'informe qu'il a de sérieuses réserves à l'égard des dirigeants du Parti socialiste (PSN) et du Parti communiste (PCDN) et lui demande de ne pas trop les mêler au bloc d'opposition puisqu'ils se disent communistes.

Juin 88: Il demande à Concepción Salazar, dirigeante du M.22, que son mouvement lutte plus activement contre le service militaire, visite les prisons pour attirer les mères des prisonniers somozistes et pour organiser des grèves de la faim.

HUGH SIMON (PREMIER SECRETAIRE).

14/01/88: Il déjeune avec V. Godoy et lui représente qu'il est une figure importante capable de rassembler le bloc d'opposition de centre démocrate et lui demande d'agir en ce sens.

23/05/88: Il va à Puerto Cabezas (Atlantique nord) et recueille des informations auprès de personnalités religieuses et des membres du Haut Commissariat pour les réfugiés des Nations Unies à propos des contras qui ont déposé les armes et du rapatriement des indigènes, ainsi que sur l'appui que reçoit le Nicaragua de la part des organisations non gouvernementales.

JOHN HOPE (PREMIER SECRETAIRE).

Il a eu de nombreuses rencontres à différentes dates avec les dirigeants du COSEP Ramiro Gurdian et Enrique Bolaños. Il leur a demandé entre autres de consolider l'Institut nicaraguayen de recherches économiques et sociales de l'entreprise privée, afin que, comme organisme de l'entreprise privée, il puisse être financé par l'ambassade des Etats-Unis. Le 3 juillet 88, il a participé aux côtés de Melton à la réunion d'Estelí où a été lancé l'appel à un gouvernement de salut national.

CHRONOLOGIE DE LA DOULEUR ET DE LA DIGNITE

Managua, (ANN) Les récentes décisions prises par le gouvernement nicaraguayen interviennent dans un contexte dont il semble que la grande presse internationale n'a pas totalement rendu compte. Nous vous proposons une petite chronologie qui reprend les éléments récents de la situation que vit le Nicaragua.

4/07/88 : Près d'Acoyapa (département de Chontales), en violation ouverte de la trêve, la Contra tend une embuscade à deux camions de l'armée nicaraguayenne et tue 12 personnes, dont 7 civils. 10 autres sont blessées.

6/07/88 : A San Carlos, sur le Rio Coco, deux enfants sont tués lors d'une attaque effectuée au mortier et à la mitrailleuse depuis le territoire hondurien.

9/07/88 : A Rio Blanco (département de Matagalpa), un camion civil transportant le groupe de danse "Muluku-ku" et des mères et parents allant rendre visite à des jeunes mobilisés, saute sur une mine avant d'être attaqué au mortier et à la mitrailleuse. Une femme est tuée ainsi que deux jeunes filles de 16 ans. Quatre jeunes sont enlevés, deux d'entre eux seront exécutés le lendemain.

Le même jour, une autre embuscade tendue à un véhicule militaire fait deux morts et quatre soldats sont enlevés.

Ce jour-là également, la Contra viole son engagement de ne pas mener d'offensive militaire et attaque les positions de l'armée nicaraguayenne à 30 km de Rio Blanco.

Dans tout le pays, l'émotion est grande et les témoignages de soutien aux familles endeuillées se multiplient ainsi que les protestations contre la Contra, le gouvernement des Etats-Unis et les complices des assassins.

17/7/88 : Une nouvelle embuscade tue un major de l'armée nicaraguayenne, dans le département de Chontales.

Le même jour, la droite manifeste à Managua et agresse la police à coups de couteau (voir article "le plan Melton pas à pas").

42 personnes sont arrêtées, dont Miriam Arguello, du parti conservateur, agustin jarquin, du parti social chrétien et Carlos Huembes, de la Centrale des travailleurs du Nicaragua. Ils seront jugés quelques jours après et les responsables des troubles condamnés à six mois de prison.

11/07/88 : Dans une lettre à George Shultz, le ministre des Relations extérieures du Nicaragua, le père Miguel d'Escoto, après avoir récapitulé les événements des derniers jours, annonce l'expulsion de Melton et des fonctionnaires de l'ambassade étatsunienne qui, en violation de la convention de Vienne (qui établit les règles de la diplomatie) ont mis à exécution le plan de déstabilisation. Des résolutions affluent de tout le pays pour soutenir le gouvernement nicaraguayen dans les décisions qu'il vient de prendre. Le président Ortega déclare à la chaîne étatsunienne NBC: " Nous avons pris cette décision parce que le gouvernement des Etats-Unis a étranglé le processus de paix, le processus de négociation avec la Contra et qu'il vient de relancer les activités militaires. Il nous tue notre jeunesse, il nous tue nos gens".

Le même jour, le quotidien "La Prensa" et Radio Católica sont suspendus.

13/07/88 : Melton quitte le Nicaragua. Les Etats-Unis réagissent en donnant à l'ambassadeur du Nicaragua à Washington, Carlos Tunnermann, ainsi qu'à sept autres fonctionnaires, 72 h pour quitter le territoire étatsunien.

Le gouvernement nicaraguayen fait valoir que C. Tunnermann et un autre fonctionnaire expulsé, le major Pedro Sampson, ne peuvent faire l'objet d'une telle mesure puisqu'ils sont également représentants du Nicaragua devant l'OEA, dont le siège est à Washington. C. Tunnermann déclare: "Nous avons toujours respecté la convention de Vienne. Mon expulsion est un acte de représailles sans justification".

Ce même jour, un camion transportant entre autres une brigade d'ouvriers de la construction tombe dans une embuscade près de Yalí (département de Jinotega). Sept ouvriers sont tués, il y a six blessés dont deux enfants de six ans.

Le même jour, Elliot Abrams, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires latino-américaines, déclare à la presse que la rupture des relations entre les deux pays est une possibilité et qu'on ne peut écarter l'idée d'une intervention directe au Nicaragua. Tout en niant l'existence du plan Melton, il reconnaît et justifie la politique interventionniste de son pays au Nicaragua.

14/07/88 : Le Conseil permanent de l'OEA se réunit à la demande du Nicaragua. C. Tunnermann souligne que son expulsion par les Etats-Unis pour des problèmes strictement bilatéraux remet en cause l'indépendance de l'OEA. Il fait valoir qu'accepter la décision de la Maison Blanche équivaut à lui donner le droit de veto sur l'organisation et "laisserait entre les mains des Etats-Unis le sort de tous les diplomates de l'OEA".

La quasi totalité des pays de l'OEA adoptent une position de défense des principes d'indépendance et d'autodétermination de l'organisation, sauf les Etats-Unis, bien sûr, et le Costa Rica.

Le délégué costaricain déclare: "Le président Arias et le Costa Rica tout entier ont regretté publiquement l'action du gouvernement sandiniste qui a été à l'origine d'une action de même type de la part des Etats-Unis, et considèrent que son action et ses actions parallèles constituent un risque grave pour la paix, un recul dans la recherche de la détente et un pas en arrière dans la démocratisation du Nicaragua (...) La seule chose que puisse faire l'OEA, dans ce cas concret, c'est ce que nous-mêmes avons fait, c'est-à-dire regretter que ces choses-là arrivent entre Etats membres. Malheureusement, l'OEA ne peut rien faire ni rien dire pour objecter la procédure adoptée par les Etats-Unis".

19/07/88 : Le président Ortega annonce, à l'occasion 9ème anniversaire de la révolution, le plan de paix de

Juigalpa (voir article ci-dessous).

LE "PLAN DE PAIX DE JUIGALPA" ANNONCE A L'OCCASION DU 9ème ANNIVERSAIRE DE LA REVOLUTION

par Arqueles Morales.

Managua, (ANN). Le président Daniel Ortega, dans le discours qu'il a prononcé le 19 juillet, à Juigalpa, à l'occasion du 9ème anniversaire de la Révolution sandiniste, a annoncé un nouveau plan de paix: le gouvernement nicaraguayen prolonge le cessez-lefeu unilatéral, invite les Etats-Unis à renouer le dialogue bilatéral et demande une nouvelle vérification de la Commission internationale de vérification et de suivie créée dans le cadre des accords d'Esquipulas II, afin d'éviter que la région ne soit le théâtre d'une guerre généralisée.

De la tribune dressée dans le stade de Juigalpa, on apercevait une mer de chapeaux et de drapeaux rouges et noirs. La petite cité, située à 130 km à l'est de Managua et capitale du département de Chontales (Région V), était depuis deux jours animée de fêtes populaires et de manifestations culturelles. On a pu y voir entre autres le ballet cubain d'Alicia Alonso, de renommée mondiale, événement important pour cette région consacrée à l'élevage.

Après avoir salué les habitants de Chontales et de la Région V, si durement affectés par les actions de la contre-révolution, le président Ortega a présenté le "plan de paix de Juigalpa" comme une occasion offerte à l'Administration Reagan pour qu'elle réfléchisse à la réalité et respecte, elle et ses contre-révolutionnaires, le cessez-lefeu que le gouvernement nicaraguayen a déjà décrété deux fois de façon unilatérale, bien qu'on ait enregistré des actions offensives de la part des Forces irrégulières, particulièrement contre des objectifs civils. A propos de la trêve, le président a annoncé qu'elle a permis aux paysans de semer cette année 231'000 hectares pour les cultures de base alors que l'an dernier 154'000 seulement avaient pu être ensemencés.

Le chef de l'Etat a signalé que le Nicaragua a entrepris des démarches au plan international pour réactiver la Commission internationale de vérification et de suivie prévue dans les accords d'Esquipulas II et composée du secrétaire général de l'ONU, de celui de l'OEA et des ministres des Relations extérieures des pays du groupe de Contadora et du groupe d'Appui, afin que l'attention se fixe pas seulement sur le Nicaragua, mais que l'on examine avec soin quels sont les gouvernements centraméricains qui ont appliqué les accords d'Esquipulas signés le 7 août 87 par les cinq présidents de la région.

Après avoir répété que le Nicaragua s'engage à ne pas mener d'opérations offensives contre les Forces irrégulières jusqu'au 30 août, pour leur laisser la possibilité d'assister aux négociations proposées pour les 26,27 et 28

ment est disposé à agir avec la plus grande énergie si la Contra continue à violer la trêve comme elle l'a fait ces derniers temps. "Nous avons fait beaucoup d'efforts pour imposer la paix, mais les Etats-Unis en ont fait aussi pour la tuer, il y a un rapport international à ce propos.

A Sapoá, nous nous sommes montrés ouverts au dialogue avec les contras et le gouvernement de Reagan leur a donné l'ordre de continuer à assassiner les enfants, les femmes, les vieillards et à détruire nos infrastructures. Aujourd'hui, la guerre a déjà coûté 52'000 victimes et des pertes pour plus de 12 millions de dollars. Mais Reagan s'obstine. Pourquoi ne respecte-t-il pas le jugement de la Cour internationale de justice de La Haye? pourquoi ne cesse-t-il pas de nous agresser?"

A propos de l'expulsion de l'ambassadeur étatsunien Richard Melton, le président Ortega a donné de nouveaux détails: "Quand il m'a présenté ses lettres de créances, il m'a dit avec hauteur: moi, je représente réellement l'Administration" sous-entendant que ses prédécesseurs, qui, bien que ce soient des adversaires, ont cependant été respectueux, ne la représentaient pas. Et c'est vrai qu'il est arrivé avec la tête empoisonnée par ce fou, ce criminel obsédé qui s'appelle Elliot Abrams, et qu'il est venu avec son plan de "salut national" qui était destiné rien moins qu'à renverser le gouvernement du Nicaragua et à instaurer une dictature pro-étatsunienne qui aurait fait reculer notre histoire avant le 19 juillet 1979. Quelle solution nous restait-il? le laisser continuer à violer nos lois? nous serons respectueux de l'ambassadeur ou de tout autre fonctionnaire qui le sera à notre égard, mais celui qui ne l'est pas, qu'il retourne aux Etats-Unis".

Le chef de l'Etat a également abordé le caractère du processus nicaraguayen. "Au plan international, des attentes ont été créées sur la question de savoir si aujourd'hui nous allons nous déclarer socialistes ou non. Ce que certains semblent ignorer, c'est que le socialisme est arrivé au Nicaragua le 19 juillet 1979, ils n'ont pas compris que les sandinistes sont socialistes.

Et notre socialisme défend en premier lieu les ouvriers et les paysans, qui sont les forces primordiales de la nation, mais il donne à tous les secteurs la possibilité de produire et de contribuer, il protège les producteurs individuels, les éleveurs, il donne des terres au paysans, à ceux qui produisent le café, les cultures de base, le coton. Produire et être utile, voilà ce que nous demandons et ce que nous exigeons. Notre socialisme défend l'économie mixte et le pluralisme politique dans le cadre constitutionnel et institutionnel, mais non pour permettre d'ignorer le gouvernement. Il défend le non-alignement mais il est aussi internationaliste. C'est pourquoi, en ce qui concerne le premier aspect, nous avons demandé que l'Amérique centrale soit libre de toute présence militaire étrangère et qu'on nous laisse, nous les Centraméricains, faire ce que nous voulons. Pour ce qui est de l'internationalisme, nous sommes solidaires de nos frères, comme en té

moigne la présence à cette tribune de Heng Semrin, président du Kampuchéa, et nous avons décidé, à l'occasion de son 70ème anniversaire, de décerner à Nelson Mandela, emprisonné en Afrique du Sud, l'ordre Augusto Cesar Sandino".

Le président Ortega a ensuite parlé brièvement des mesures économiques adoptées cette année. A propos du changement de monnaie, de la revalorisation du cordoba par rapport au dollar, de la libération des prix et de celle des salaires qui, dans le secteur productif, seront liés à la rentabilité de l'entreprise, il a assuré: "Tout cela est conçu comme des mesures de défense de l'économie d'un pays en guerre, d'un pays agressé qui doit malgré tout survivre".

Le chef de l'Etat a terminé son bref discours par une comparaison: "Pendant que nous, dans cette ville ensoleillée, nous nous réunissons pour défendre la joie, la production le travail, la musique, la vie, aux Etats-Unis, Reagan et les contre-révolutionnaires se réunissent eux pour voir comment ils vont pouvoir nous provoquer plus de morts et de destructions.

Nous, ce n'est pas des balles que nous offrons, mais la paix, parce qu'il y a une chose dont nous sommes sûrs: en janvier 1989, Monsieur Ronald Reagan s'en ira et laissera derrière lui sa longue histoire de crimes atroces contre l'humanité. Mais la Révolution populaire sandiniste sera toujours là, parce que c'est ce qu'a décidé et continue à vouloir le peuple nicaraguayen".

UN IMPORTANT COMPLEXE SUCRIER DECLARE D'UTILITE PUBLIQUE

Managua, (ANN) Le 13 juillet, le gouvernement nicaraguayen a déclaré d'utilité publique le complexe sucrier San Antonio, le deuxième du pays. Cette mesure ouvre la voie du rachat de l'entreprise par l'Etat, ce qui va permettre de redresser la situation du complexe dont la production n'a cessé de chuter ces dernières années.

La décision a été annoncée par Jaime Wheelock, ministre de l'agriculture et de la réforme agraire devant l'assemblée des travailleurs de l'entreprise, située près de Chinandega (à 120 km au nord-ouest de Managua). Elle a été prise pour des raisons économiques et non politiques, a précisé le ministre, bien qu'elle intervienne à un moment complexe. "C'est une obligation pour l'Etat de sauvegarder les intérêts de la nation" a-t-il affirmé, rappelant que la Constitution établit la responsabilité de l'Etat en ce qui concerne l'approvisionnement des citoyens en produits de base.

Les chiffres de l'entreprise montrent que la production a baissé de façon inexorable pendant les cinq dernières années, passant de 2,6 millions de quintaux de sucre pour la

nées, passant de 2,6 millions de quintaux de sucre pour la récolte 83/84 à 1,1 million pour celle de 87/88, tandis que, pendant la même période, les entreprises d'Etat ont vu leur production augmenter. Jaime Wheelock a souligné que les propriétaires la famille Pellas, ainsi que les directeurs, ont eu une attitude négligente, laissant se détériorer gravement l'appareil productif et ne prenant aucune mesure pour arrêter la chute de la production, bien que l'Etat ait proposé à plusieurs reprises son aide pour envisager des solutions. Or, le complexe San Antonio recevait 60 % des devises affectées au secteur sucrier. De nombreux témoignages d'employés révèlent des négligences suspectes. Ainsi, à certains moments, la mélasse coulait dans un ruisseau parce que la direction ne donnait pas l'ordre d'arrêter les moulins. Sont suspects également les incendies dans les plantations de canne à sucre.

"Cette entreprise ne peut être télédirigée depuis les Etats-Unis" a souligné le ministre, faisant allusion au fait que la famille Pellas vit la plupart du temps à l'étranger. La valeur des biens va être évaluée et les propriétaires seront indemnisés comme le prévoit la loi. Le complexe va désormais faire partie de la Corporation nationale du sucre et sera l'objet d'un plan de redressement. Jaime Wheelock a demandé à tous les employés de rester à leur poste: "Ce n'est pas l'heure de la revanche, c'est l'heure du travail. Il est nécessaire de relever cette entreprise. Nous venons pour unir et pour produire. Ensemble, nous pouvons y arriver".

L'assemblée des travailleurs, dont certains ont parlé de "récolte de la honte" pour 87/88, a accueilli la mesure avec enthousiasme et a salué l'arrivée du ministre aux cris de "pouvoir populaire".

Jaime Wheelock a signalé qu'avec le plan de redressement on pense augmenter la production par rapport à la dernière récolte. Mais il a averti qu'il ne peut y avoir de miracle dans la mesure où les travaux agricoles ont pris un retard considérable et que les réparations nécessaires de l'infrastructure n'ont pas été faites.

LA GUERRE, PRINCIPAL OBSTACLE A LA CONCRETISATION DE LA LOI D'AUTONOMIE DE LA COTE ATLANTIQUE

par Isabel Rodriguez

Puerto Cabezas, (ANN). La tentative récente d'assassinat de deux religieux et l'attaque menée contre la population miskita de San Carlos semblent confirmer l'existence de projets d'attentats contre des religieux, des dirigeants indigènes, des membres des commissions de paix et d'autonomie et des autochtones qui, ayant déposé les armes, se prononcent désormais contre la guerre sur la Côte atlantique.

Selon des informations de la sécurité de l'Etat, la Force démocratique nicaraguayenne (FDN) a conçu des plans destinés à gêner la célébration du 9ème anniversaire de la Révolution, qui doit avoir lieu à Juigalpa, (Chontales), ainsi que le processus de rapatriement. L'objectif de la FDN est, en entretenant la guerre, d'obtenir que la population de la Côte perde confiance dans le processus d'autonomie. Les actes terroristes viseraient les responsables religieux, les membres des commissions de paix et d'autonomie et les indigènes qui ont quitté les rangs de Yatama et font aujourd'hui partie des milices d'auto-défense des frontières de l'Etat, chargées de protéger le Rio Coco contre d'éventuelles agressions armées de la part des troupes honduriennes et des Forces irrégulières.

C'est ainsi que sont interprétées ici la tentative d'assassinat dont été victime le curé Rafael Jarquín au moment où il se rendait de Puerto Cabezas à la communauté de Sisín, les blessures occasionnées au pasteur morave Lilio Lopez qui voyageait sur le Rio Coco et l'attaque contre la communauté de San Carlos avec tentative d'enlèvement des miliciens qui avaient déposé les armes en avril dernier.

Le sous-commandant José Gonzalez, coordinateur politique du comité régional du Front sandiniste, a expliqué que les plans de la FDN et de ses alliés, les chefs de Yatama pour la guerre, Osorno Coleman, Wycliff Diego et Adan Artola, se déroulent sous le contrôle de la CIA et font partie de la politique de l'Administration étatsunienne qui "s'entête" à entraver la paix dans la région. "Ces faits montrent l'irresponsabilité de ces dirigeants et leur complicité dans les plans contre le peuple de la Côte atlantique" a ajouté le dirigeant sandiniste, qui a rappelé que depuis 1985 on a constaté dans la région de l'Atlantique nord une amplification du processus de pacification auquel participent activement, en plus des commissions de paix et d'autonomie, les diverses dénominations religieuses (sept Eglises) établies dans cette partie du Nicaragua, entre autres les pasteurs de base de la Mission morave.

Les rapatriements, le cessez-le-feu, le retour consécutif des combattants à la vie civile, la consolidation des coopératives dans le secteur minier et les communautés miskitas, le stoïcisme avec lequel les habitants de la Côte atlantique affrontent les difficultés économiques liées à l'agression des Etats-Unis: autant d'éléments, selon le sous-commandant Gonzalez, qui ont contribué à l'unité nationale.

Dans la région de l'Atlantique nord, qui représente 36 % du territoire national, les accords souscrits avec divers chefs militaires indigènes auparavant partisans de la guerre, ont entraîné à ce jour la reddition de près de 3000 hommes.

Le dernier groupe à déposer les armes a été le commando spécial "Milton Fritz", composé de 80 Sumus, dont l'état major entier, avec à sa tête Ampinio Palacios, se serait engagé à la reconstruction de Musawas, la capitale des Sumus, et à soutenir le processus d'autonomie en marche.

Au cours des trois dernières années, près de 30'000 mille indigènes sont revenus des camps de réfugiés du Honduras, ce qui, selon des estimations non officielles, constituerait plus de 50 % des Miskitos déplacés de guerre. Cependant, averti le dirigeant sandiniste, malgré la disposition de la population de la Côte à reconstruire, entre autres objectifs économiques, la mine de Bonaza, sérieusement endommagée lors d'une attaque de la Contra en décembre 1987, à réparer les scieries et les ponts, à ouvrir des routes et à cultiver la terre, le principal obstacle à une paix complète sur la Côte est la politique "inhumaine" de l'Administration Reagan. C'est dans le cadre des plans de la CIA visant à inverser le processus de pacification et à contrecarrer l'application de la loi d'autonomie, que l'on explique ici l'existence de petits groupes semant la guerre et entreprenant contre la population des actions qualifiées par les autorités de "vandalisme". "Le vol, le viol, les agressions contre les commissions de paix et d'autonomie, l'intimidation et le harcèlement de religieux ne répondent pas aux intérêts du peuple de la Côte atlantique" estime le coordinateur du comité régional.

Outre l'agression commise contre le curé R. Jarquín et le pasteur morave L. Lopez, les bandes irrégulières ont brûlé, à la fin du mois dernier, un camion de l'Institut des ressources naturelles (IRENA) et ont dérobé leurs effets aux passagers d'un bus, tous d'ethnie miskita, qui retournaient à leurs hameaux situés au bord du Rio Coco. Les membres de Yatama pour la guerre, de concert avec les soldats de la garde hondurienne, entravent également la navigation sur le Rio Coco. Les traités internationaux stipulent pourtant le libre usage tant par le Nicaragua que par le Honduras. Des indigènes riverains de cette voie fluviale accusent également certains soldats du 5ème bataillon de l'armée hondurienne d'avoir violé des femmes et séquestré, torturé et assassiné plusieurs habitants. Récemment, explique le sous-commandant Gonzalez, les

soldats honduriens et les groupes partisans de la guerre s'en sont pris au super-intendant de l'Eglise morave, Andy Shogreen. Ils l'ont contraint à descendre du bateau où il voyageait et, n'eût été son intervention, les militaires honduriens auraient abusé des femmes qui l'accompagnaient.

Bien que la guerre d'agression constitue le principal obstacle à l'application de la loi d'autonomie approuvée en septembre 1987, il existe, selon José Gonzalez, des raisons d'être optimiste, car le statut d'autonomie, devenu entretemps loi de la République, avance malgré tout. "Je dirais que ce qui a été accompli a dépassé les attentes, car sans la condition indispensable qu'est la paix, il n'est pas possible d'atteindre la réalisation concrète d'un projet basé fondamentalement sur la pleine participation de tous les acteurs de la Côte atlantique".

Cependant, ajoute-t-il, il n'est pas facile, ni possible, en l'espace de neuf ans de révolution et de trois ans de processus d'autonomie, d'en finir avec les séquelles de quatre cents ans de domination coloniale, avec la dévastation causée par les transnationales et le somozisme, avec l'ingérence étrangère et la méfiance accumulée au cours des siècles. Cependant, précise le responsable sandiniste, nous nous trouvons en position avantageuse pour relever le défi, et le plus important dans ce contexte est que les communautés réalisent leurs propres projets, se fixent des buts et définissent des objectifs immédiats, s'appropriant de cette manière la loi d'autonomie.

EN BREF :

LE GOUVERNEMENT SANCTIONNE LES VIOLATIONS A LA LOI SUR LES MEDIAS

Managua, (ANN). Depuis que, en septembre 87, le gouvernement nicaraguayen a décidé de permettre sans aucune restriction la transmission des bulletins d'information de l'opposition et la sortie du quotidien de droite "La Prensa", ces derniers se sont consacrés, par la publication de fausses nouvelles, le mensonge et les demi-vérités à discréditer le processus révolutionnaire.

Leur alignement sur les positions de la Contra et des partis ou groupes qui lui sont proches est devenu de plus en plus évident.

Malgré l'engagement écrit des responsables de "La Prensa" et des autres médias d'exercer leur métier de façon objective et "de contribuer à créer un climat de paix et de conciliation nécessaire pour avancer dans le dialogue national et la réconciliation", ils n'ont à aucun moment assumé leur responsabilité et respecté l'éthique de leur profession.

En mai 1988, le gouvernement a suspendu pour 24 heures trois bulletins d'information de l'opposition (le bulletin "Iglesia" de Radio Catolica, "El Nicaraguense" de Radio Mundial et "El Pueblo" de Radio Noticias), pour avoir annoncé de façon totalement mensongère qu'un prisonnier était mort des suites de tortures infligées par la police.

Après l'arrivée à Managua de l'ambassadeur des Etats-Unis Richard Melton, certains médias ont accentué leurs calomnies avec l'intention claire de créer un climat propice à la déstabilisation du pays. Les bulletins d'information de Radio Catolica, le bulletin "El Despertar" de Radio Noticias ainsi que "La Prensa" ont appelé ouvertement à la désobéissance civile et ont appuyé explicitement le plan Melton. Les médias mentionnés ont gravement manipulé l'information sur les événements de Nandaime et ont accusé la police d'avoir attaqué la marche, alors que plusieurs dirigeants de la Coordination démocratique nicaraguayenne, en particulier Miriam Argüello, ont reconnu qu'ils avaient incité les manifestants à la violence.

Devant l'accumulation de toutes ces violations de l'éthique professionnelle garantie par la loi provisoire sur les moyens de communication, violations qui, comme l'a fait remarquer le ministre de l'intérieur Tomas Borge, ne seraient tolérées dans aucun pays, et encore moins s'il était en guerre, la direction des moyens de communication du ministère de l'intérieur a pris la décision de sanctionner les médias en question. "La Prensa" a été formée pour 15 jours, Radio Catolica et le bulletin d'information "El Despertar" ont été suspendus pour une période indéterminée, en vertu des articles 1 c, 2 a, 3 c et 46 de la loi, qui se réfèrent principalement au respect de la sécurité nationale, des institutions, de la véracité des informations et de l'obligation de les vérifier.

Cependant Tomas Borge a expliqué dans une entrevue accordée le 15 juillet au quotidien Barricada, que le gouvernement entend préserver "La Liberté d'informer le peuple nicaraguayen" et a souligné la nécessité de moderniser la loi actuelle de façon à ce qu'elle "assure une large liberté d'expression mais en même temps ne permette pas une désinformation éhontée, le mensonge généralisé, la calomnie criminelle ni ne tolère que les médias soient convertis en instruments de terreur idéologique et en outils au service d'une puissance étrangère".

LA CARAVANE POUR LA PAIX EN ROUTE POUR LE NICARAGUA

Managua, (ANN). La caravane pour la paix a finalement pu franchir la frontière des Etats-Unis et elle est arrivée le 15 juillet à Mexico, en route pour le Nicaragua. Ce convoi, organisé par le mouvement étatsunien des vétérans pour la paix, transporte des vivres et des médicaments destinés aux enfants nicaraguayens victimes de la guerre.

En juin, sur ordre de la Maison Blanche les autorités des douanes de Laredo (sur la frontière mexicaine) avaient empêché qu'il sorte du territoire, sous prétexte que la donation de matériel violait l'embargo décrété en 1985 par Washington contre le Nicaragua, et que les camions, que les vétérans ont l'intention d'offrir à des organismes humanitaires comme la Croix Rouge, pouvaient servir à l'armée nicaraguayenne. Les camions s'étaient alors dirigés vers Washington où, le 23 juin, ils avaient commencé à tourner autour de la Maison Blanche pour protester contre la décision de l'Administration Reagan. Un important mouvement de solidarité avec l'action des vétérans s'était alors manifesté, ce qui n'a pas empêché les autorités de réprimer violemment les pacifistes de la caravane lorsqu'ils se sont à nouveau présentés à la frontière.

Ni les douanes étatsuniennes ni les vétérans pour la paix n'ont pour l'instant donné les raisons pour lesquelles cette fois-ci le convoi a été finalement autorisé à sortir du territoire.

LA LOI SUR LES MUNICIPALITES, UNE GRANDE PREMIERE

par Xavier Reyes.

Managua, (ANN). Les figures du maire et du "juez de mesa" (fonctionnaire du ministère de l'intérieur qui représentait le pouvoir politique et militaire dans les municipalités) étaient synonymes sous Somoza de corruption, de servilité et de répression dans un régime anti-constitutionnel père de tous les vices. L'adoption récente par l'Assemblée nationale de la loi sur les municipalités sonne le glas de ce passé détestable et jette les bases des premières élections municipales libres au cours desquelles seront élus environ 150 conseils municipaux.

La nouvelle loi comporte 74 articles dont le vote a exigé de longues séances de discussion au parlement. Sa promulgation rendra caduque la loi décrétée en 1980 qui avait créé les juntas municipales. 1989 sera une année spéciale pour la démocratie nicaraguayenne, puisqu'elle verra le déroulement des élections municipales qui ouvriront la voie aux élections présidentielles de 1990.

La nouvelle législation est considérée par les spécialistes nationaux comme un pas important vers l'institutionnalisation du pays, car, pour la première fois les Nicaraguayens vont élire directement et démocratiquement les autorités locales, y compris à Managua où vit un tiers de la population.

Les conseillers municipaux seront élus pour six ans et choisiront l'un d'entre eux au poste de maire. Celui-ci pourra être destitué par l'Assemblée municipale, instance créée par la loi et qui sera composée de tous les habitants de la commune. Cette assemblée sera réunie au moins deux fois par an. Le conseil municipal sera chargé de définir "les orientations fondamentales de la gestion municipale dans les domaines économique, politique et social de la commune".

Par beaucoup d'aspects, qui vont de la définition de la municipalité jusqu'à la procédure électorale en passant par l'autonomie, cette loi est porteuse des grandes revendications contenues dans le programme historique du FSLN qui figure dans le plan de gouvernement élaboré à l'aube de la victoire. Participation populaire, gestion et autonomie constituent les éléments novateurs d'un processus démocratique par essence, représentatif et participatif par définition. Le pluralisme des conseils municipaux constitue une avancée et une nouveauté. Le déroulement des municipales à un autre moment que les élections présidentielles et législatives conforte les nouvelles lignes du fonctionnement démocratique dans les villes.

L'opposition elle-même n'a pu nier qu'elle se soit nourrie de différentes sources, et ce presque à l'unanimité.

Clemente Guido, leader du Parti conservateur démocrate - la seconde force politique au Nicaragua - et deuxième vice-président de l'Assemblée nationale, a reconnu que "la loi comporte beaucoup de propositions faites par l'opposition". Il s'est montré optimiste quand aux résultats de son parti qui pense obtenir "une majorité de municipalités".

La nouvelle législation ne représente pas en soi l'acte de naissance des municipalités, mais celui d'un jeu démocratique totalement nouveau. Pour le député sandiniste Rogelio Ramirez, avec cette loi, le pluralisme a réussi à s'imposer malgré les positions extrémistes de la droite.

PURGES AU SEIN DE LA CONTRA

Managua, (ANN). Dans le cadre de la restructuration décidée le 30 juin par la Direction contre-révolutionnaire, la porte-parole Marta Sacasa a été démise de ses fonctions et remplacée par Bosco Matamoros, qui avait déjà rempli cet office lors des conversations avec le gouvernement nicaraguayen en vue du cessez-le-feu. Pedro Joaquin Chamorro quitte la Direction et c'est

Enrique Bermudez qui prendra sa place. Restent à leur poste Azucena Ferrey et sans doute aussi Adolfo Calero, bien que la situation de ce dernier soit délicate à cause de son affrontement avec Bermudez. Selon des informateurs proches de la Contra, Bermudez va nommer une "junte des commandants", dans laquelle "Toño" et "Fernando", chefs militaires dissidents qui ont signé les accords de Sapoa, ne siègeront probablement pas. On pense que le pouvoir sera aux mains d'un nombre de personnes plus petit qu'avant, d'Alfredo Cesar et de Bermudez principalement, et que l'organisation et les forces militaires seront en réalité contrôlées par le seul Bermudez, homme fort de la CIA.

Par ailleurs, la presse a été informée que les forces irrégulières sont "en état d'alerte", ce qui pourrait signifier que des opérations offensives ont été planifiées contre les positions de l'armée nicaraguayenne, des villages et des coopératives.

On a également su que la Contra attend l'approbation d'une nouvelle aide suffisamment élevée pour renforcer ses capacités logistiques et militaires et lui permettre de prendre des positions plus agressives contre la révolution.

LA TOURNEE DE SHULTZ EN AMERIQUE CENTRALE S'ACHEVE SANS SUCCES APPARENT

par Felipe Jaime

Managua, juillet (ANN). Au terme de sa tournée éclair dans quatre pays d'Amérique centrale, sauf le Nicaragua, le secrétaire d'Etat étatsunien George Shultz, dont le but était d'intensifier la guerre contre la révolution sandiniste et de réaffirmer son soutien à la contre-révolution, a été énergiquement condamné par le gouvernement nicaraguayen qui l'a accusé de prétendre s'ériger en juge des accords d'Esquipulas.

Dans un communiqué émis dans la soirée du 1er juillet, le président nicaraguayen est catégorique: "Nous ne reconnaissons aucune autorité morale au gouvernement des Etats-Unis d'agir comme juge d'un accord dont il n'est pas signataire". Le même jour, au Costa Rica, après sa visite au Guatemala, au Honduras et au Salvador, Shultz a déclaré que "ce n'est pas le Nicaragua qui donne le pas" de la démocratisation dans la région. Il a également accusé le gouvernement du président Daniel Ortega de "rétrécir la liberté", tout en réaffirmant que Washington continuera à soutenir la Contra. Le Nicaragua a réagi en qualifiant les déclarations du fonctionnaire de l'Administration Reagan d'irrespectueuses et inconvenantes. Shultz "s'attribue des fonctions que personne ne lui a assignées en matière de vérification des accords d'Esquipulas".

Dans son communiqué, la Présidence du Nicaragua rappelle à Shultz que son gouvernement est un "Etat délinquant" qui a l'obligation de se soumettre au verdict de la Cour internationale de justice de La Haye et signale que les cinq présidents centraméricains ont déposé sur le bureau de l'organisation des Etats américains (OEA), des Nations Unies (ONU) et du groupe des Huit, l'évaluation de l'application des accords. "Le respect des gouvernements et des organismes impliqués dans ce processus de paix authentique, doit contraindre les Etats-Unis à se soumettre immédiatement à la sentence de La Haye du 27 juin 1986 et à mettre fin à leur politique interventionniste", a déclaré le gouvernement nicaraguayen, qui dénonce dans ce même communiqué que les déclarations de Shultz, lors de sa tournée dans la région, "sont le prélude à de nouvelles actions de guerre, qui, orchestrées par le Etats-Unis, apporteront davantage de souffrance aux peuples d'Amérique centrale".

Pendant son périple, le secrétaire d'Etat du gouvernement Reagan a distribué 75 millions de dollars au Guatemala, 125 au Salvador et 57,3 au Honduras. Le Costa Rica a demandé au fonctionnaire d'intercéder auprès des banques de crédit pour renégocier une dette qui dépasse un milliard 500 millions de dollars et pour souscrire un accord de prêt de 200 millions de dollars avec la Banque mondiale.

Shultz s'est également réuni avec Adolfo Calero et Alfredo Cesar, deux des dirigeants de la contre-révolution, pour "analyser", selon des versions non-officielles, la manière de soutenir "des conversations sérieuses avec le gouvernement de Managua".

Le secrétaire d'Etat et les contras ont accordé peu d'importance à l'annonce faite par le président Daniel Ortega de prolonger à nouveau, unilatéralement, le cessez-le-feu jusqu'au 31 juillet et la proposition - pour la deuxième fois en un mois - de poursuivre les négociations entre le 26 et 29 juillet. Par contre, Calero et Cesar ont confirmé à la presse qu'ils ont demandé à Shultz, au cours de l'entretien, une nouvelle aide économique et militaire, sans toutefois en préciser le montant, et sans donner de détails.

A San José, dernière escale de son voyage, Shultz a informé qu'il "n'avait pas l'intention de demander au Congrès qu'il recommence à fournir de l'aide militaire aux forces irrégulières".

D'après des observateurs, ceci met en évidence l'absence d'appui aux contre-révolutionnaires de la part des présidents de l'isthme. Cela n'a pas empêché le secrétaire d'Etat d'assurer que la Maison Blanche "continuera à soutenir la Résistance nicaraguayenne et l'opposition interne". Toujours à San José, peu avant de s'envoler vers Washington, Shultz s'est entretenu avec divers dirigeants de l'opposition politique nicaraguayenne, dont Gilberto Cuadra du conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP), Silviano Matamoros du parti conservateur et Antonio Jarquin du parti populaire social-chrétien. D'après des sources non-officielles, les opposants qui se sont réunis avec le secrétaire d'Etat, parmi lesquels se trouvaient également des représentants des Partis communiste et socialiste du Nicaragua ainsi que de la Confédération des travailleurs nicaraguayens (CTN) de tendance démocrate-chrétienne. Ils avaient été sélectionnés par l'ambassade des Etats-Unis à Managua.

D'autres secteurs de l'opposition les ont sévèrement critiqués, non pas pour le fait de s'être réunis avec Shultz, mais parce qu'ils n'avaient pas la représentation du "bloc des 14" (partis politiques d'opposition).

Dans ces conditions, et, n'ayant apparemment récolté aucun succès dans ses "démarches", le secrétaire d'Etat est reparti à Washington le 1er juillet, laissant plusieurs questions sans réponses eu égard à l'avenir immédiat de la région centraméricaine.

L'agence de presse du Nicaragua, ANN Agencia Nueva Nicaragua, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel. 505-2-2'32'78. Telex: 375-1081, publie également des bulletins hebdomadaires, en allemand et en anglais. Directeur: Roberto García Bozo.

Prix d'abonnement pour particuliers : sfr 80.--/ff 300.--
pour comités de solidarité : sfr 200.--/ff 500.--

Editeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich: Alma Noser. ANN Agencia Nueva Nicaragua, case postale 236, CH-8042 Zurich.

JÄ/PP
8042 Zürich

abonnement-poste
imprimé à taxe réduite